



**European Union**  
**Statement**

**WHO**

**150<sup>th</sup> Executive Board**

**(24-29 January 2022)**

---

**Item 15.1 Strengthening WHO preparedness for and response to health emergencies**

**Item 15.2 Standing Committee on Pandemic and Emergency Preparedness and Response**

---

**Geneva, 24 January 2022**

[ENGLISH VERSION]

**WHO**  
**150<sup>th</sup> Session of the Executive Board**

**Item 15.1 Strengthening WHO preparedness for and response to health emergencies**

**Item 15.2 Standing Committee on Pandemic and Emergency Preparedness and Response**

**EU Statement**

Chair,  
Director-General,  
Members of the Executive Board,  
Colleagues,

The Candidate Countries the Republic of North Macedonia\*, Montenegro\*, and Albania\*, the country of the Stabilisation and Association Process and potential candidate Bosnia and Herzegovina, as well as Ukraine, the Republic of Moldova and Georgia align themselves with this statement.

The EU and its Member States thank the Director General for his report on Strengthening Preparedness and Response. We welcome the establishment of a process that we hope will lead to a Treaty on Pandemics. We look forward to starting the work on a working-draft. We call on the members of the future Bureau of the INB to encourage the mobilization of all potential stakeholders to feed the

---

\* The Republic of North Macedonia, Montenegro and Albania continue to be part of the Stabilisation and Association Process.

reflections. We also call for the full mobilization of secretariats of all relevant organizations throughout the discussions, not only to gather their expertise but also to ensure coherence with WHO's role as coordinator in global health.

Jules Verne said: "When it goes about undoing, it seems like all ambitions easily combine". We say it here without ambiguity: we do not see the need for another health agency in charge of health emergencies. We want to have a strong WHO. To achieve that, we need to address the challenges and ambitions that the Covid-19 pandemic has revealed and brought to light: transparency, inclusiveness, access to all the information WHO needs to help the international community prevent, prepare for, and respond to health emergencies, leaving no region of the world behind.

The launch of negotiations on a new instrument is the first tangible step of the WGPR. We are now willing to examine other recommendations made by the evaluation groups, including the modernization and adaptation of the IHR(2005). The EU and its Member States support the idea of creating a new subcommittee on health emergencies. We should, in the coming weeks, consider the terms of reference of such a subcommittee. Such a subcommittee must be conducive to optimal oversight by Member States of WHO's work in health emergencies and help in reducing the gap between recommendations and their implementation. It is also essential to integrate the creation of this subcommittee into a broader reflection on the governance of WHO and in the process of strengthening the global governance of acute health crises. The idea of a Global Health Threats Council, put forward by the IPPPR, could also be further examined.

Obviously, in life, one must have the means to achieve one's ambitions. This applies to individuals as well as to international organizations. The EU will do its utmost to ensure there is a balance between the mandate of WHO, its General Program of Work and its resources. As EU we promote a consensus on the

sustainable financing of the base budget of WHO. We are in particular committed to find ways to fully fund its emergency program and the Contingency Fund for Emergencies. We call on the WGSF to integrate its work on financing with ongoing reflections in other fora, including the idea of creating a new financing mechanism for preparedness and response. We as Member States need to walk the talk. The truth is simple: without the necessary funding and the right governance, WHO cannot perform at its best.

[FRENCH VERSION]

**150<sup>e</sup> session du Conseil exécutif de l'OMS, Janvier 2022**

Points de l'ordre du jour : 15.1 Renforcement de la préparation et de la riposte de l'OMS aux urgences sanitaires et 15.2 Commission permanente de préparation et de riposte aux pandémies et aux situations d'urgence

==DÉCLARATION UE==

M. le Directeur général, M. le Président et chers membres du Conseil exécutif Chers collègues,

Je prononce cette déclaration au nom de l'UE et ses 27 Etats membres. La République de Macédoine du Nord<sup>†</sup>, le Monténégro<sup>1</sup> et l'Albanie<sup>1</sup>, pays candidats, la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel, ainsi que l'Ukraine, la République de Moldavie et la Géorgie se rallient à la présente déclaration.

L'UE et ses États membres remercient le directeur général pour son rapport sur le renforcement de la préparation et de la réponse. Nous nous félicitons de la mise en place d'un processus qui, nous l'espérons, aboutira à un traité sur les pandémies. Nous sommes impatients de commencer à travailler sur un projet de texte. Nous appelons les membres du futur Bureau de l'INB à encourager la mobilisation de toutes les parties prenantes susceptibles d'alimenter les réflexions. Nous appelons également à la pleine mobilisation des secrétariats de toutes les organisations pertinentes tout au long des discussions, non seulement pour recueillir leur expertise mais aussi pour assurer la cohérence avec le rôle de coordinateur de l'OMS en matière de santé mondiale.

Jules Verne a dit : « Tant qu'il n'est question que de détruire, toutes les ambitions s'allient aisément. » Nous le disons ici sans ambiguïté : nous ne voyons pas la nécessité d'une autre agence sanitaire chargée des urgences sanitaires. Nous voulons avoir une OMS forte. Pour y parvenir, nous devons relever les défis et les ambitions que la pandémie de Covid-19 a révélés et fait émerger : transparence, inclusivité, accès à toutes les informations dont l'OMS a besoin pour aider la communauté internationale à prévenir, à préparer et à répondre aux urgences sanitaires, en ne laissant aucune région du monde à l'écart.

Le lancement de négociations sur un nouvel instrument est la première étape tangible du GTPR. Nous attendons maintenant de nous pencher sur les autres recommandations formulées par les groupes d'évaluation, notamment la modernisation et l'adaptation du RSI(2005). L'UE et ses États membres soutiennent l'idée de créer un nouveau sous-comité sur les urgences sanitaires. Nous devrions, dans les semaines à venir, examiner le mandat d'un tel sous-comité. Un tel sous-comité doit permettre un suivi optimal par les États membres du travail de l'OMS dans les urgences sanitaires et contribuer à réduire l'écart entre les recommandations et leur mise en œuvre. Il est également essentiel d'intégrer la création de ce sous-comité dans une réflexion plus large sur la gouvernance de l'OMS et dans le

---

<sup>†</sup> La République de Macédoine du Nord, le Monténégro et l'Albanie continuent de faire partie du processus de stabilisation et d'association.

processus de renforcement de la gouvernance mondiale des crises sanitaires aiguës. L'idée d'un Conseil des menaces sanitaires mondiales, avancée par le GIPR, pourrait également être approfondie.

Évidemment, dans la vie, il faut avoir les moyens de ses ambitions. Cela vaut aussi bien pour les individus que pour les organisations internationales. L'UE fera tout son possible pour qu'il y ait un équilibre entre le mandat de l'OMS, son programme général de travail et ses ressources. En tant qu'UE, nous encourageons à trouver un consensus sur le financement durable du budget de base de l'OMS. Nous nous engageons en particulier à trouver les moyens de financer pleinement son Programme des urgences et le Fonds de réserve pour les urgences. Nous demandons au Groupe de travail sur le financement durable d'intégrer ses travaux sur le financement aux réflexions en cours dans d'autres fora, y compris l'idée de créer un nouveau mécanisme de financement pour la préparation et la réponse. En tant qu'États membres, nous devons joindre le geste à la parole. La vérité est simple : sans le financement nécessaire et la bonne gouvernance, l'OMS ne peut pas donner le meilleur d'elle-même.